



■ filière bois

Une "grève de l'achat" pour alerter les politiques

Le 8 octobre 2009 deviendra sans doute une date historique. Ce jour-là, à Vivario, la traditionnelle vente de bois annuelle organisée par l'ONF s'est soldée par un fiasco inédit depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Sur les 55 000 m³ proposés à la vente, seuls 655 m³ ont trouvé un acquéreur.

Regroupés au sein de l'association Legnu Corsu, les acteurs de la filière bois donnaient hier matin une conférence de presse pour tirer la sonnette d'alarme. Quelques chiffres donnent la mesure du problème. « En quatre ans, la part du bois importé en Corse est passée d'un peu moins de 30 % à plus de 55 %, assène Jean-Pierre Mufraggi, porte-parole de l'association. Il y a 20 ans, il y avait une trentaine de scieries en Corse. Nous ne sommes plus que cinq... » Exploitants forestiers et propriétaires de scieries ont fait un calcul simple. Le bois acheté et traité en Corse revient plus cher que le bois importé du Continent. Dès lors les entreprises qui ne font qu'importer sans transformer se retrouvent plus compétitives que les entreprises locales.

Monopole de fait

Les raisons de cette situation sont multiples. En premier lieu, le domaine forestier corse est à 80 % public (propriété des communes et aujourd'hui



Le bureau de Legnu Corsu : Jean-Laurent-Palandri (secrétaire), Jacques Mufraggi (président), Joseph Luciani (vice-président), Joseph Santoni (trésorier) et Jean-Pierre Mufraggi (porte-parole). (Photo Pierre-Antoine Fournil)

de la CTC après transfert de l'Etat) et à 20 % privé. Un ratio inversé par rapport à la forêt de l'ensemble de la France.

Lors des ventes de bois (qui sont des ventes aux enchères), l'ONF effectue les études mais ce sont les communes et la CTC qui déterminent le prix minimum. A Vivario cette année, ce prix avoisinait les 55 euros par m³. Il est de 20 euros par m³ dans des régions comme l'Auvergne ou le Limousin.

Pas de norme pour le pin laricio

Autre difficulté, les différentes sortes de bois sont désormais normées. Dans toute l'Europe. Des tests sont

faits au niveau de la résistance du matériau, de sa solidité etc. Le pin laricio fait exception car les tests n'ont jamais été effectués. Empiriquement les constructeurs connaissent sa qualité. Mais en l'absence de certification, il ne peut pas être vendu plus cher que la plus basse qualité de pin. Enfin, les exploitants de la filière bois déplorent que leurs métiers ne soient absolument pas reconnus.

« Lorsqu'on regarde le type de coupe que propose l'ONF (et donc les collectivités) on se rend compte que le premier critère est une sorte « d'aménagement paysager » de la forêt et que la donnée économique est absente. En

trente ans, les pistes et les routes se sont dégradées. Dans certains secteurs, pour aller chercher les grumes, c'est le salaire de la peur... »

Volonté politique

En fait, les membres de l'association Legnu Corsu ne veulent mettre en cause personne. Ils souhaitent simplement que se dégage une volonté politique afin que leur secteur d'activité soit reconnu.

« Nous demandons l'organisation d'une table ronde avec la participation de tous les intervenants. Nous demandons également un interlocuteur, un « Monsieur bois » au sein de la CTC. A cet effet nous avons fait parvenir un questionnaire à l'ensemble des têtes de listes pour les prochaines élections territoriales afin de connaître leur position sur le sujet... »

Aujourd'hui, on arrive en effet à un paradoxe. Le bois vendu est une source de revenus pour les collectivités locales. Comme il est trop cher, il ne trouve pas preneur. Donc il ne rapporte aucun revenu... De plus, dans la problématique de lutte contre les incendies, une exploitation rationnelle de la forêt pourrait faire partie des moyens de prévention.

Il semble urgent de se sortir de cette étrange spirale qui, apparemment n'est bénéfique pour personne.

ISABELLE LUCCIONI